ASSEMBLÉE NATIONALE

13 juin 2025

PORTANT CRÉATION D'UN STATUT DE L'ÉLU LOCAL - (N° 136)

AMENDEMENT

N ° CL261

présenté par

M. Duplessy, M. Iordanoff, Mme Catherine Hervieu, M. Amirshahi, Mme Balage El Mariky,
Mme Regel, M. Raux, M. Peytavie, Mme Belluco et Mme Pochon

ARTICLE 2

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

Après l'alinéa 2, insérer l'alinéa suivant :

« 1° B Afin de garantir une indemnisation minimale de chaque élu municipal, l'indemnité allouée à chaque conseiller municipal en application du présent article ne peut être fixée à un montant nul.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement du groupe Écologiste vise à garantir l'octroi d'une indemnité à chaque conseiller municipal.

Dans beaucoup de communes, les conseillers municipaux qui ne sont ni maires, ni adjoints, ni titulaires d'une délégation faisant office d'adjoint, n'ont tout simplement aucune indemnité.

Cela concerne notamment les conseillers municipaux d'opposition. Comme le rappelle ainsi le rapport Jumel - Spillebout, selon les données résultant d'une enquête réalisée au premier trimestre 2023 par l'Association des élus locaux d'opposition (AELO) auprès de leurs adhérents, seuls 13,9 % des 494 élus minoritaires ayant répondu ont indiqué percevoir une indemnité. Cette situation résulte à la fois de l'absence de droit à indemnité, à la différence des élus départementaux et régionaux, ainsi que des limitations apportées à la liberté d'action du conseil municipal par l'existence d'une enveloppe indemnitaire.

Contraints par l'article 40, cet amendement d'appel vise ainsi à attirer l'attention sur la nécessité de garantir une indemnisation minimale, même symbolique, pour chaque élu municipal même sans délégation, comme c'est le cas par exemple pour les élus départementaux et régionaux.